



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
20 juillet 2022
Français
Original : anglais

Comité contre la torture

**Décision adoptée par le Comité au titre de l'article 22 de
la Convention, concernant la communication n° 968/2019*, ****

<i>Communication présentée par :</i>	S. K. (représenté par un conseil, Alison Battison, de Human Rights for All Pty Ltd)
<i>Victime(s) présumée(s) :</i>	Le requérant
<i>État partie :</i>	Australie
<i>Date de la requête :</i>	14 novembre 2019 (date de la lettre initiale)
<i>Références :</i>	Décision prise en application des articles 114 et 115 du Règlement intérieur du Comité, communiquée à l'État partie le 15 novembre 2019 (non publiée sous forme de document)
<i>Date de la décision :</i>	22 avril 2022
<i>Objet :</i>	Expulsion vers Sri Lanka ; risque de torture
<i>Question(s) de procédure :</i>	Épuisement des recours internes ; recevabilité – défaut manifeste de fondement
<i>Question(s) de fond :</i>	Risque pour la vie ou risque de torture ou de traitement inhumain ou dégradant en cas d'expulsion vers le pays d'origine (non-refoulement)
<i>Article(s) de la Convention :</i>	3

1.1 Le requérant est S. K., de nationalité sri-lankaise, né en 1991. Il affirme que son expulsion vers Sri Lanka constituerait une violation par l'État partie des droits qu'il tient de l'article 3 de la Convention. L'État partie a fait la déclaration prévue à l'article 22 (par. 1) de la Convention, avec effet au 28 janvier 1993. Le requérant est représenté par un conseil.

1.2 Le 15 novembre 2019, en application de l'article 114 (par. 1) de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'intermédiaire de son rapporteur chargé des nouvelles requêtes et des mesures provisoires de protection, a prié l'État partie de ne pas renvoyer le requérant à Sri Lanka tant que la communication serait à l'examen. Le 27 janvier 2022, agissant par l'intermédiaire dudit rapporteur spécial, il a rejeté la demande par laquelle, le 7 décembre 2021, l'État partie l'avait prié de retirer sa demande de mesures provisoires.

* Adoptée par le Comité à sa soixante-treizième session (19 avril-13 mai 2022).

** Les membres du Comité dont le nom suit ont participé à l'examen de la communication : Todd Buchwald, Claude Heller, Erdogan Iscan, Liu Huawen, Maeda Naoko, Ilvija Pūce, Ana Racu, Abderrazak Rouwane, Sébastien Touzé et Bakhtiyar Tuzmukhamedov.



Rappel des faits présentés par le requérant

2.1 Le requérant est d'origine ethnique tamoule et est originaire de Batticaloa, dans la Province de l'Est de Sri Lanka. Il est arrivé en Australie le 2 octobre 2012 et a demandé un visa de refuge (*Safe Haven Enterprise*) le 5 juillet 2017. Dans sa demande d'asile, il indique que, en 2006, pour des raisons qu'il ignore, il a été enlevé, agressé et fait prisonnier par deux inconnus pendant cinq ou six jours. Depuis lors, il a des cicatrices aux genoux. Il a été libéré après que sa mère s'est tournée vers le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui lui a porté secours, l'a pris sous sa tutelle et l'a inscrit à l'école. Il indique aussi que, en 2011, il a été enlevé, agressé et à nouveau fait prisonnier pendant cinq ou six jours avant de s'échapper par une fenêtre cassée, après quoi il a passé trois ou quatre mois chez son père, et que, quand il est rentré chez lui, sa mère lui a dit que des gens le cherchaient. Enfin, il avance qu'il avait été enlevé une troisième fois alors qu'il rentrait chez lui et est resté prisonnier pendant dix jours avant que le CICR le fasse libérer. Depuis son arrivée en Australie, sa famille l'a informé qu'il était recherché dans son pays, et son passeur l'a harcelé et a menacé sa mère parce qu'elle lui devait encore de l'argent pour l'avoir transporté jusqu'en Australie. Entre autres documents, le requérant a présenté une attestation sous serment dans laquelle son père confirme qu'il a été enlevé. Le 19 mars 2018, un représentant du Ministre de l'immigration et de la protection des frontières a rejeté sa demande au motif que ses déclarations étaient vagues et contradictoires et ne permettaient pas de conclure avec certitude qu'on s'en prendrait à lui s'il retournait à Sri Lanka.

2.2 Dans le dossier qu'il a présenté à l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration, le requérant a fourni une lettre non datée émanant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans laquelle il est mentionné qu'il a été arrêté par des inconnus en 2006, puis a été sauvé grâce à des membres du personnel de l'UNICEF, qui l'ont hébergé dans leur bureau de Colombo. Toutefois, l'Agence a jugé que cette lettre n'était pas complètement crédible et n'avait pas de réelle valeur probante. Elle a estimé que le requérant avait fourni des informations contradictoires concernant le nombre d'enlèvements dont il avait été victime, la date du premier enlèvement et l'organisation qui avait obtenu sa libération et que le récit de son enlèvement et de sa fuite par une fenêtre était confus et à ce point invraisemblable qu'il n'était pas convaincant. Elle a également estimé que l'intéressé n'avait fourni aucune explication rationnelle de ce qui aurait poussé des inconnus à l'enlever. Partant, si elle a convenu que, à Sri Lanka, le requérant pourrait être poursuivi pour avoir quitté le pays illégalement, elle a conclu qu'il ne serait pas en danger, parce que les autorités ne s'intéressaient pas particulièrement à lui. Elle a donc confirmé la décision du représentant du Ministre.

2.3 Le 7 juin 2018, le requérant a déposé une demande de contrôle juridictionnel de la décision de l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration auprès du Tribunal de circuit fédéral. Il n'était pas représenté par un conseil et ne parlait presque pas l'anglais. Le 11 juin 2019, le Tribunal a rejeté sa demande.

2.4 Le requérant a fourni au Comité une seconde lettre de l'UNICEF, signée par le représentant du Fonds à Sri Lanka et datée du 13 novembre 2019. Ce document indique que, d'après les informations à la disposition du bureau de l'UNICEF, l'intéressé avait été recruté par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, que sa famille avait fait savoir à l'UNICEF qu'il avait été enlevé à Batticaloa ou alentours par le groupe Karuna (affilié au mouvement Tamil Makkal Viduthalai Pulikal¹) à quatre reprises entre 2006 et 2008, et que des membres du personnel de l'UNICEF avaient rencontré ses parents à plusieurs reprises après son enlèvement et étaient présents lors de sa libération par le groupe Karuna, à Batticaloa, en juin 2007.

Teneur de la plainte

3. Le requérant soutient qu'à Sri Lanka, il risquerait d'être exposé à la torture. Étant donné le nombre de Tamouls qui ont été renvoyés dans ce pays avant qu'il présente sa communication, il s'attend à être expulsé bientôt. Bien qu'il n'y ait pas de mandat d'arrêt contre lui, il sera probablement arrêté et mis en accusation dès son arrivée, comme la loi le

¹ Faction dissidente des Tigres de libération de l'Eelam tamoul.

prévoit. Étant donné qu'il est Tamoul et est accusé d'avoir aidé les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, qu'il a été enlevé à plusieurs reprises par le groupe Karuna et qu'il est toujours recherché par certaines personnes, il se trouve dans une situation particulièrement vulnérable et sera probablement torturé et violé. Le groupe Karuna est lié au Gouvernement sri-lankais en place et a été accusé d'avoir aidé l'armée et commis des violations des droits de l'homme après la fin de la guerre civile. Il se serait notamment livré à des meurtres et des enlèvements dans la Province de l'Est. Le requérant renvoie à des informations sur le pays concernant les actes de torture infligés aux personnes détenues dans les prisons sri-lankaises, le mouvement Tamil Makkal Viduthalai Pulikal et les conséquences attendues de l'élection de Gotabaya Rajapaksa à la présidence du pays².

Observations de l'État partie sur la recevabilité et sur le fond

4.1 Dans une note en date du 13 octobre 2020, l'État partie a présenté ses observations sur la recevabilité et sur le fond de la communication. Il soutient que le requérant n'a pas épuisé tous les recours internes disponibles faute d'avoir contesté la décision de l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration auprès du Tribunal fédéral³.

4.2 L'État partie avance que la communication est manifestement dénuée de fondement. Il soutient que les griefs du requérant ont été soigneusement examinés par des mécanismes internes fiables, comme prévu par les dispositions relatives à la protection complémentaire énoncées au paragraphe 36 (par. 2 aa) de la loi de 1958 sur les migrations et dans le respect du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif s'y rapportant visant à abolir la peine de mort. À l'exception de la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 et des nouvelles informations sur le pays, les éléments fournis par l'intéressé ont déjà été examinés par ces mécanismes. L'État partie fait observer que les constatations des autorités des États parties se voient accorder un grand poids par le Comité⁴ et prie celui-ci de considérer que les autorités australiennes ont procédé à un examen approfondi des allégations du requérant et ont conclu qu'elles n'étaient pas crédibles et ne déclenchaient pas les obligations faites à l'État partie en ce qui concerne le non-refoulement. Les décideurs ont tenu compte du fait que les informations fournies par les victimes de torture sont rarement tout à fait exactes et ont donné au requérant amplement l'occasion de réfléchir aux difficultés qu'il aurait rencontrées à Sri Lanka. Toutefois, l'intéressé s'est montré incapable, ou en tout cas peu désireux, de fournir des détails concrets à ce sujet. L'État partie soutient que les nouveaux éléments apportés ne viennent aucunement étayer les griefs soulevés dans la communication sachant qu'il n'est pas possible de vérifier la véracité des informations figurant dans la lettre de l'UNICEF et que, de surcroît, la teneur de cette lettre diffère sensiblement de la teneur de la première lettre que le Fonds aurait écrite. La falsification de documents est chose courante à Sri Lanka et les autorités se voient souvent

² A/HRC/40/52/Add.3 ; A/HRC/39/45/Add.2 ; International Truth and Justice Project, « Terrorism Investigation Division : Sri Lankan Police », septembre 2019, disponible à l'adresse https://itjpsl.com/assets/press/ITJP_TID_report_final_SINGLEES.pdf ; Freedom from Torture, « Too Little Change : Ongoing Torture in Security Operations in Sri Lanka », février 2019 ; Graeme Swincer pour Blue Mountains Refugee Support Group, « Update on the Dangers Facing Tamil Asylum Seekers upon Their Return to Sri Lanka », janvier 2019 ; Ministère de l'intérieur du Royaume-Uni, « Country Policy and Information Note – Sri Lanka: Tamil separatism », 8 juin 2017 ; Erin Handley, « Tamils Fear Ongoing Persecution in Sri Lanka as Australia Prepares to Deport Biloela family », ABC News, 4 septembre 2019 ; Kate Cronin-Furman, « Are Sri Lankan Officers Ordering Soldiers to Sexually Assault Tamil Detainees ? », *Washington Post*, 16 novembre 2017 ; Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié, « Sri Lanka : information sur les factions Tamil Makkal Viduthalai Pulikal (TMVP) et Karuna ; les relations entre elles ; le traitement qu'elles réservent aux citoyens cinghalais et tamouls ; information indiquant si elles sont encore actives en tant que groupes paramilitaires », 17 février 2012 ; Sri Lanka Mirror, « Pillayan Gets 36 Seats at Mini Polls », 15 février 2018, disponible à l'adresse <https://srilankamirror.com/news/7230-pillayan-gets-36-seats-at-mini-polls> ; Brahma Chellaney, « The End of Sri Lankan Democracy ? », 17 octobre 2019 ; Ana Pararajasingham, « The Internal and International Dimensions of Sri Lanka's Presidential Elections », *The Diplomat*, 23 octobre 2019.

³ L'État partie renvoie à P. A. C. c. *Australie* (CAT/C/34/D/211/2002), par. 6.2.

⁴ Observation générale n° 4 (2017), par. 50.

présenter des lettres de parrainage qui sont des faux⁵. Les nouvelles informations sur le pays ne se rapportent pas à la situation personnelle du requérant et ne discréditent pas les conclusions des décideurs nationaux. En application de l'article 22 de la Convention et des articles 113 et 118 de son règlement intérieur, le Comité est tenu d'examiner les arguments de l'État partie concernant la recevabilité et d'y répondre.

4.3 L'État partie avance que la communication est dénuée de fondement. Selon lui, le requérant est arrivé en Australie le 23 avril 2013. Le 8 janvier 2015, le Ministre de l'immigration et de la protection des frontières est intervenu pour l'autoriser à demander un visa de protection. Par la suite, le représentant du Ministre chargé de se prononcer sur la demande a rejeté les griefs dans leur totalité au motif que le requérant avait fourni des informations contradictoires puisque, dans sa déclaration écrite, il avait affirmé avoir été victime de trois enlèvements alors que, au cours de son entretien, il en avait mentionné deux. En outre, l'intéressé n'avait pas pu fournir – ou se remémorer – certains détails comme les dates des enlèvements, le profil des agresseurs, notamment leurs intentions et leur motifs, ce qu'il avait subi pendant qu'il était prisonnier, comment il s'était échappé ou avait été libéré et les raisons pour lesquelles il serait en danger à son retour. Cette absence de précisions n'a fait que renforcer son manque de crédibilité et confirmer qu'il était peu probable qu'il ait subi les mauvais traitements décrits. En outre, son père et ses frères étaient venus de Sri Lanka en toute légalité sans avoir été pris pour cible. Le représentant du Ministre a aussi rejeté le grief selon lequel le requérant serait en danger à son retour à Sri Lanka parce qu'il était Tamoul, avait voulu obtenir l'asile à l'étranger et avait quitté le pays illégalement, après avoir néanmoins pris en compte les informations selon lesquelles des Tamouls rentrés à Sri Lanka avaient été arrêtés à leur arrivée à cause de liens réels ou supposés avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Le représentant a conclu que le requérant n'était pas un réfugié au sens de la loi sur les migrations et qu'il n'y avait pas de motifs sérieux de croire que son renvoi à Sri Lanka aurait comme conséquence nécessaire et prévisible qu'il risquerait réellement de subir un préjudice important, même s'il était brièvement détenu pour avoir quitté le pays illégalement.

4.4 L'État partie fait observer que ces conclusions ont été entérinées par l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration, qui a estimé que la première lettre de l'UNICEF présentée par le requérant n'était guère crédible car elle n'avait ni en-tête ni signature et reproduisait manifestement le contenu de l'attestation fournie par le père du requérant. L'Agence a dit qu'elle n'était pas convaincue que la lettre ait une réelle valeur probante. Elle a en outre estimé que les informations fournies par le requérant concernant ses enlèvements par des inconnus étaient vagues, contradictoires et peu convaincantes, y compris les informations concernant le nombre d'enlèvements dont l'intéressé aurait été victime et les circonstances de ses évasions ou libérations, et a jugé que les allégations formulées étaient invraisemblables et ne visaient qu'à justifier la demande de protection. Elle n'a pas ajouté foi à la thèse d'un enlèvement par des inconnus et a estimé que le requérant aurait du pouvoir fournir une explication cohérente quant aux raisons pour lesquelles il aurait été enlevé. En particulier, elle a estimé que l'intéressé n'avait pas été impliqué dans les activités des Tigres de libération de l'Eelam tamoul ou dans des activités politiques, non plus qu'aucun de ses proches, et que rien ne laissait penser qu'il présentait un intérêt pour les autorités sri-lankaises ou pour tout autre groupe ou individu pour quelque raison que ce soit. Elle a aussi jugé que les preuves médicales fournies n'étaient pas suffisamment convaincantes pour établir que le requérant souffrait de problèmes de santé mentale et ne permettait pas de déterminer l'origine de ses cicatrices aux genoux. En outre, elle a rejeté l'argument selon lequel des inconnus étaient à la recherche de l'intéressé. Elle a jugé crédible la thèse du requérant selon laquelle le passeur qui l'avait transporté en Australie avait harcelé et menacé sa mère, mais a constaté que celui-ci n'avait pas fait valoir qu'il serait en danger s'il retournait à Sri Lanka parce que sa mère ne s'était pas entièrement acquittée de sa dette. Elle a constaté que, même si le requérant était un Tamoul qui ne parlait aucune autre langue que la sienne, ni lui ni ses proches n'avaient un quelconque lien ou rapport avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, et elle n'était pas convaincue qu'un homme tamoul de 27 ans serait nécessairement

⁵ Ministère des affaires étrangères et du commerce, « DFAT Country Information Report Sri Lanka », 4 novembre 2019, disponible à l'adresse <https://www.ecoi.net/en/file/local/2019380/country-information-report-sri-lanka.pdf>.

considéré comme un partisan du mouvement ou un opposant au Gouvernement. Elle a estimé que le requérant ne risquait pas réellement de subir un quelconque préjudice du fait qu'il était un demandeur d'asile tamoul originaire de la Province de l'Est ayant quitté le pays illégalement et revenant d'Australie sachant que l'argument selon lequel les autorités le recherchaient ne reposait sur aucun élément crédible, que l'intéressé ne faisait pas l'objet d'un mandat d'arrêt et que rien n'indiquait qu'il serait traité autrement que n'importe quel passager d'une embarcation transportant illégalement des migrants, la loi sri-lankaise sur l'immigration et l'émigration étant d'application générale et ne contenant pas de dispositions discriminatoires. Elle a donc confirmé la décision du représentant du Ministre.

4.5 L'État partie fait observer que le Tribunal de circuit fédéral a conclu que le requérant n'avait pas démontré que la décision de l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration était entachée d'erreurs et a donc rejeté son recours.

4.6 Selon l'État partie, les contradictions observées dans les déclarations du requérant, notamment en ce qui concerne la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019, viennent étayer les conclusions des décideurs. L'argument du recrutement par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul est entièrement nouveau, alors que l'intéressé a pourtant eu de nombreuses occasions de le faire valoir tout au long de la procédure interne. Le fait qu'il ait été soulevé six ans après les faits présumés met sérieusement en doute sa véracité. En outre, la thèse selon laquelle le requérant a été enlevé par le groupe Karuna à quatre reprises entre 2006 et 2008 est incompatible avec le fait que l'intéressé avait précédemment déclaré avoir été enlevé trois fois par des inconnus, dont deux fois en 2011, de même que la thèse selon laquelle il a été sauvé de l'enlèvement grâce à l'intervention de l'UNICEF est en contradiction avec le fait qu'il avait précédemment déclaré avoir été libéré grâce au CICR. En outre, le requérant n'a pas expliqué pourquoi la lettre censée émaner de l'UNICEF qu'il a transmise au Comité contient des informations très différentes de celle fournie à l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration, ni pourquoi il ne l'a pas communiquée avant. Enfin, quand bien même le Comité estimerait que le requérant a effectivement des liens avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, d'après les informations actuelles sur le pays, les personnes ayant par le passé eu des liens indirects avec le mouvement ne sont pas susceptibles de subir un préjudice en raison de ces seuls liens ou d'en pâtir de quelque autre manière, à moins qu'elles aient été très haut placées dans la hiérarchie ou qu'elles aient commis des crimes de guerre ou d'autres actes criminels⁶. L'État partie soutient que rien n'indique que le requérant ait été haut placé dans le mouvement ou qu'il ait commis des crimes de guerre ou d'autres actes criminels.

4.7 L'État partie avance que les informations sur le pays fournies dans la communication auraient tout à fait pu être présentées aux décideurs nationaux avant qu'ils se prononcent sur les demandes du requérant et, de surcroît, ne montrent pas que celui-ci courrait un risque personnel à son retour à Sri Lanka. En outre, les décideurs ont pris en considération des informations provenant de diverses sources et ces informations sont sensiblement les mêmes que celles qui figurent dans les évaluations nationales. L'État partie réaffirme que le requérant n'est pas recherché par les autorités sri-lankaises et n'a pas un profil qui justifierait que celles-ci s'intéressent particulièrement à lui.

Commentaires du requérant sur les observations de l'État partie

5.1 Dans des commentaires datés du 14 février 2021, le requérant conteste l'argument selon lequel il n'a pas épuisé les recours internes. Il avance que le Tribunal fédéral ne peut pas examiner le bien-fondé d'éléments nouveaux comme la lettre de l'UNICEF du 13 novembre 2019, qui concerne pourtant des questions déterminantes et qu'il n'a pu l'obtenir qu'après que sa demande de visa de protection a été rejetée. La saisine du Tribunal est donc peu susceptible de lui permettre d'obtenir une réparation effective. Le requérant rappelle que, comme le Comité l'a dit, on ne peut exiger d'une personne qui a utilisé sans succès un moyen de droit qu'elle épuise d'autres voies de recours qui donneraient plus ou

⁶ Voir Australie, Service des informations sur les pays d'origine, « Sri Lanka – Common Claims – April 2020 », 23 avril 2020.

moins le même résultat⁷, d'autant que, dans son cas, cette démarche serait coûteuse et entraînerait un retard déraisonnable dans l'adoption d'une décision finale.

5.2 Le requérant conteste l'argument selon lequel la communication est manifestement dénuée de fondement. Il réaffirme que, étant donné les liens qu'il avait avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, le fait qu'il a été plusieurs fois arrêté et torturé et les éléments qui indiquent qu'il est recherché par des personnes inconnues, il est très probable qu'il soit arrêté et poursuivi à son arrivée à Sri Lanka et aussi qu'il soit torturé et violé. Quand bien même les éléments de preuve qu'il a fournis présenteraient certaines lacunes, la communication est suffisamment étayée aux fins de la recevabilité⁸. Le requérant soutient que le représentant du Ministre de l'immigration et de la protection des frontières et l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration ont accordé trop de poids aux incohérences constatées dans son récit et n'ont pas tenu compte du fait que le traumatisme qu'il a subi a eu des conséquences sur sa mémoire, notamment sur ses souvenirs des enlèvements. De surcroît, au moment de son entretien, il avait 21 ans, ne parlait pas anglais, n'était pas représenté par un conseil et ne connaissait pas le système judiciaire australien, et on lui a demandé de revenir sur des expériences extrêmement traumatisantes. Il n'était donc pas tout à fait en mesure de répondre aux questions qu'on lui posait, et on ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à ce qu'il présente tous ses arguments et tous ses éléments de preuve à ce moment-là. En outre, les éventuelles contradictions dans son récit ne signifient pas grand-chose eu égard au temps qui s'est écoulé entre les événements et l'entretien. Bien que l'État partie estime qu'il n'a pas fourni beaucoup d'informations, le requérant craignait pour sa vie quand il a quitté Sri Lanka et n'a donc pas pu recueillir davantage d'éléments d'épreuve. Le requérant soutient que le fait que son père et ses frères aient quitté le pays sans être inquiétés n'est pas pertinent, car les intéressés n'ont pas été enlevés par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul ni accusés de les avoir aidés.

5.3 Pour confirmer l'authenticité de la lettre de l'UNICEF en date du 13 novembre 2019, le requérant fournit une copie du courriel que le bureau du Fonds à Sri Lanka a adressé à son conseil en même temps que cette lettre. Il avance que, s'il a fourni ce document tardivement, c'est parce que ses anciens représentants n'ont pas demandé à l'UNICEF de leur communiquer les éléments dont il disposait et que le bureau du Fonds à Sri Lanka a mis du temps à retrouver le dossier. Une fois contacté par l'avocat actuel du requérant, l'UNICEF a communiqué la lettre rapidement. En outre, comme l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration a refusé d'accorder un entretien au requérant, ce qui a nui à l'équité de la procédure, on ne pouvait pas s'attendre à ce que l'intéressé présente la lettre au représentant du Ministre, à l'Agence ou au Tribunal de circuit fédéral. Si le requérant s'est montré quelque peu réticent à fournir des informations concernant ses liens avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul, c'est parce qu'il avait peur d'être associé à ce mouvement et de subir des représailles à Sri Lanka.

Observations complémentaires de l'État partie

6.1 Dans des observations complémentaires datées du 17 juin 2021, l'État partie fait valoir que la situation financière du requérant ne saurait justifier une quelconque dérogation aux conditions posées à l'article 22 (par. 5 b)) de la Convention⁹ et que rien n'indique que la saisine du Tribunal fédéral entraînerait une procédure déraisonnablement longue. L'État partie soutient que ses juridictions d'appel ont vocation à vérifier que les décisions de première instance sont exemptes de toute erreur de droit. Partant, sauf à en autoriser expressément la soumission, le Tribunal fédéral ne tient pas compte d'éléments de preuve n'ayant pas été présentés en première instance. L'État partie avance que cela ne porte pas préjudice au requérant et que le seul fait de douter de l'efficacité de tel ou tel recours ne justifie pas le non-épuisement du recours en question. Il conteste la pertinence de la référence à la décision prise dans l'affaire *Osmani c. Serbie*, le Comité ayant estimé que le requérant dans cette affaire avait épuisé une voie de recours. Il maintient que ce n'est pas le cas du requérant en l'espèce.

⁷ *Osmani c. Serbie* (CAT/C/42/D/261/2005), par. 7.1.

⁸ Le requérant se réfère à *V. M. c. Australie* (CAT/C/67/D/723/2015).

⁹ L'État partie renvoie à l'affaire *S. H. c. Norvège* (CAT/C/23/D/121/1998).

6.2 L'État partie réaffirme que la communication n'est pas suffisamment étayée et conteste le bien-fondé de la référence du requérant à l'affaire *V. M. c. Australie*. Dans cette affaire, le Comité a estimé que l'auteur avait suffisamment étayé sa demande en fait et en droit.

6.3 L'État partie réaffirme que la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 montre que le récit du requérant a changé au fil du temps. Le fait d'avoir établi la provenance de cette lettre ne rend pas plus crédibles les allégations qui y sont formulées, dont on ne sait pas si elles reposent sur les seuls dires de l'intéressé ou si elles sont corroborées par des éléments de preuve. Les contradictions relevées dans le discours du requérant ne font que confirmer qu'il n'est pas crédible, surtout lorsqu'on considère l'incertitude qui entoure l'origine de la lettre et le fait que celle-ci a été présentée tardivement et relate des événements dont rien ne vient prouver la véracité.

6.4 L'État partie rejette les allégations selon lesquelles la procédure n'a pas été équitable. Il fait observer que le requérant a bénéficié des services d'un interprète dans ses échanges avec le représentant du Ministre de l'immigration et de la protection des frontières et le Tribunal de circuit fédéral. Il avance que les décideurs sont tenus par la loi de garantir l'équité des procédures et qu'il a l'obligation de toujours agir en justice de manière exemplaire.

Observations complémentaires des parties

Observations complémentaires du requérant

7.1 Dans des observations complémentaires du 30 juin 2021, le requérant fait remarquer que, dans l'arrêt du 23 juin 2021 qu'elle a rendu dans l'affaire *Commonwealth of Australia v. AJL20*, la Haute Cour a confirmé qu'il n'existait aucune voie de recours contre la détention administrative et que, s'il devait être à nouveau détenu, il devrait donc demander une ordonnance de *mandamus* pour obtenir sa mise en liberté.

7.2 Le requérant fait observer que, dans l'affaire *K. K. and R. S. v. The Secretary of State for the Home Department*¹⁰, la Chambre chargée des affaires relatives à l'immigration et à l'asile du Tribunal supérieur du Royaume-Uni a refusé de tenir compte d'un rapport publié en 2019 par le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce au motif que les auteurs n'avaient pas indiqué leurs sources et que les informations fournies n'étaient guère fiables et a estimé que, à Sri Lanka, les Tamouls étaient persécutés¹¹. Ce rapport était une version actualisée de celui sur lequel les autorités se sont appuyées pour refuser de lui accorder le statut de réfugié.

Observations complémentaires de l'État partie

8.1 Dans des observations complémentaires du 7 décembre 2021, l'État partie soutient que le grief que le requérant tire de la décision rendue par la Haute Cour dans l'affaire *Commonwealth of Australia v. AJL20* est irrecevable *ratione materiae* car cette décision ne concerne pas des allégations de tortures commises à Sri Lanka. En outre, la décision de la Haute Cour ne change rien au fait que la légalité de la détention est soumise à un contrôle juridictionnel, ni à l'appréciation que l'État partie a faite des obligations de non-refoulement mises à sa charge.

8.2 L'État partie avance que la Chambre chargée des affaires relatives à l'immigration et à l'asile du Tribunal supérieur du Royaume-Uni n'a pas rejeté le rapport d'information sur Sri Lanka établi par le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce. Au contraire, elle l'a invoqué à plusieurs reprises et lui a accordé du poids. L'État partie fait observer que les rapports d'information du Ministère des affaires étrangères et du commerce ne lient pas les décideurs et ne contiennent pas d'orientations politiques, et réaffirme que le requérant n'a pas démontré que son retour à Sri Lanka l'exposerait à un risque prévisible, réel et personnel de torture.

¹⁰ Décision du 27 mai 2021.

¹¹ Le requérant se réfère au communiqué de presse suivant : <https://asrc.org.au/2021/06/03/joint-media-release-human-rights-groups-demand-suspension-of-reports-on-sri-lanka-to-assess-refugee-applications-following-rejection-by-a-uk-court>.

Observations complémentaires du requérant

9.1 Dans des observations complémentaires du 14 décembre 2021, le requérant fait remarquer que la directive ministérielle n° 84 du 24 juin 2019 dispose que les décideurs doivent tenir compte des rapports du Ministère des affaires étrangères et du commerce lorsqu'ils examinent les demandes de visa de protection.

9.2 Le requérant fait observer que l'État partie allègue apparemment que la lettre officielle d'un représentant de l'UNICEF que son conseil a obtenue est un faux, ce qui est selon lui un argument retors, insultant et diffamatoire. Il fait remarquer que la lettre indique que ses proches ont signalé ses enlèvements à l'UNICEF au moment où ils se sont produits et que des représentants du Fonds ont rencontré ses parents à plusieurs reprises et étaient présents au moment de sa libération par le groupe Karuna, à Batticaloa, en juin 2007. Il avance que cela suffit à authentifier la lettre et que l'État partie n'a fourni aucun argument venant expliquer pourquoi ses parents auraient inventé ses enlèvements. Il soutient en outre que la lettre du 13 novembre 2019 n'est pas incompatible avec la lettre précédente, non datée, qui ne concernait que son premier enlèvement, en décembre 2006, et les conditions dans lesquelles il a été remis à l'UNICEF en février 2007. Toutefois, il s'appuie sur la lettre du 13 novembre 2019 car, selon lui, elle prime la précédente, qui n'est pas datée ni signée et n'a pas été rédigée sur papier à en-tête.

9.3 Le requérant renvoie à des informations sur les actes de torture dont les prisonniers tamouls seraient victimes dans les prisons sri-lankaises et sur la présidence de Gotabaya Rajapaksa¹².

Observations complémentaires de l'État partie

10. Dans des observations complémentaires du 25 mars 2022, l'État partie fait remarquer que, pour déterminer si l'article 3 (par. 1) de la Convention trouve à s'appliquer, il faut prendre en compte toutes les considérations pertinentes, parmi lesquelles l'existence éventuelle d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme graves, flagrantes ou massives. Cela étant, il doit exister des éléments venant démontrer que le requérant courrait personnellement un risque personnel¹³. L'État partie soutient que les documents invoqués par le requérant n'indiquent pas que celui-ci risquerait personnellement de subir un préjudice constitutif de torture.

Observations complémentaires du requérant

11. Dans des observations complémentaires du 5 avril 2022, le requérant soutient qu'il a établi l'existence d'éléments venant démontrer qu'il courrait un risque prévisible, réel et personnel d'être soumis à la torture en cas de renvoi à Sri Lanka et réitère ses observations précédentes. Il fait remarquer que l'État partie n'a pas répondu à l'argument qu'il a fait valoir dans ses observations du 14 décembre 2021, à savoir que la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 est une preuve documentaire pertinente et suffisante du bien-fondé des griefs sur lesquels sa demande de protection est fondée.

¹² Amnesty International, « Sri Lanka. Un ministre accusé d'avoir menacé des prisonniers tamouls d'une arme doit faire l'objet d'une enquête », 15 septembre 2021; Meenaskshi Ganguly, « Sri Lankan Minister Threatens Prisoners at Gunpoint: Incident Highlights Abusive Prevention of Terrorism Act », Human Rights Watch, 15 septembre 2021; South Asia Monitor, « Detainees Tortured in Sri Lankan Prison, Says Report: Colombo Denies », 11 septembre 2021; Commission des droits de l'homme de Sri Lanka, « Prison Study », décembre 2020, disponible à l'adresse <https://www.hrcsl.lk/wp-content/uploads/2020/01/Prison-Report-Final-2.pdf>; Ambika Satkunanathan, « Living in Hell: The Plight of Prisoners Held under the PTA », *Groundviews*, 27 janvier 2021; N. Rangesh, « Human Rights Study Exposes Brutal Conditions in Sri Lankan Prisons », World Socialist Website, 26 janvier 2021; Human Rights Watch, « Open Wounds and Mounting Dangers: Blocking Accountability for grave Abuses in Sri Lanka », 1^{er} février 2021.

¹³ *G. R. B. c. Suède* (CAT/C/20/D/083/1997), par. 6.3.

Délibérations du Comité

Examen de la recevabilité

12.1 Avant d'examiner tout grief formulé dans une communication, le Comité doit déterminer s'il est recevable au regard de l'article 22 de la Convention. Le Comité s'est assuré, comme l'article 22 (par. 5 a)) de la Convention lui en fait l'obligation, que la même question n'a pas été examinée et n'est pas en cours d'examen devant une autre instance internationale d'enquête ou de règlement.

12.2 Le Comité rappelle que, conformément à l'article 22 (par. 5 b)) de la Convention, il n'examine aucune communication d'un particulier sans s'être assuré que celui-ci a épuisé tous les recours internes disponibles. Le Comité note que l'État partie soutient que le requérant n'a pas épuisé les recours internes disponibles, car il n'a pas interjeté appel de la décision du Tribunal de circuit fédéral auprès de la Cour fédérale d'Australie. Il constate toutefois que l'État partie n'a pas précisé si le fait d'interjeter appel devant la Cour fédérale aurait permis au requérant de faire surseoir à son renvoi pour la durée de la procédure. Le Comité rappelle qu'il ressort de ses précédentes décisions que, pour qu'un recours interne soit considéré comme effectif dans le contexte d'une communication soumise en vertu de l'article 3 de la Convention, il doit pouvoir conduire à la suspension de l'expulsion du requérant¹⁴. Faute d'informations à ce sujet, le Comité n'est pas en mesure d'établir qu'interjeter appel devant la Cour fédérale aurait constitué un recours effectif pour le requérant. Par conséquent, il ne saurait conclure que l'article 22 (par. 5 b)) de la Convention l'empêche d'examiner la communication parce que l'intéressé n'a pas utilisé ce recours.

12.3 Cela étant, le Comité note que, auprès des autorités nationales, le requérant n'a ni fait valoir la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 ni allégué qu'il avait été recruté par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Le Comité rappelle qu'il ressort de sa jurisprudence que l'État partie doit avoir la possibilité d'apprécier tous nouveaux éléments de preuve couverts par l'article 3 de la Convention avant que lui-même les examine dans le cadre d'une communication soumise au titre de l'article 22 de la Convention¹⁵. S'il prend note des arguments que le requérant a avancés pour justifier la soumission tardive de la lettre, il constate que ces arguments ne viennent pas justifier que la lettre ait été établie onze ans après les faits qui y sont relatés et que le requérant n'a pas démontré que l'État partie était responsable du fait que ses représentants ne se sont pas procurés ce document plus tôt¹⁶. Il note que le requérant déclare craindre d'être considéré comme ayant un lien avec les Tigres de libération de l'Eelam tamoul et de subir des représailles à Sri Lanka, mais estime que cela ne suffit pas en soi à démontrer que les procédures de recours qui pourraient être engagées en Australie sur le fondement de cet argument seraient excessivement longues ou peu susceptible lui apporter réparation. Compte tenu de ce qui précède, le Comité conclut que l'article 22 (par. 5 b)) ne l'empêche pas d'examiner la communication, sauf en ce qui concerne la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 et l'argument du recrutement par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul.

12.4 Le Comité note que l'État partie soutient que la communication est manifestement infondée au motif que ses autorités ont procédé à un examen approfondi des éléments de preuve qui y sont présentés, à l'exception de la lettre de l'UNICEF datée du 13 novembre 2019 et des nouvelles informations sur le pays. Le Comité note également que l'État partie fait observer que le requérant ne pouvait ou ne voulait manifestement pas donner de détails concrets sur les problèmes qu'il aurait rencontrés à Sri Lanka, ce qui a conduit les décideurs à conclure que ses griefs n'étaient pas crédibles. Le Comité prend note de l'argument du requérant, qui soutient qu'il n'était pas véritablement en mesure de répondre aux questions qui lui ont été posées lors de son entretien et qu'on ne pouvait pas raisonnablement s'attendre à ce qu'il sache qu'il devait soulever tous les griefs et fournir tous les éléments de preuve pertinents à ce moment-là alors même qu'il avait subi un traumatisme qui avait altéré ses

¹⁴ *Dar c. Norvège* (CAT/C/38/D/249/2004), par. 6.5 ; *T. I. c. Canada* (CAT/C/45/D/333/2007), par. 6.3 ; *S. A. C. c. Monaco* (CAT/C/49/D/346/2008), par. 7.2.

¹⁵ *A. E. c. Suisse* (CAT/C/14/D/24/1995), par. 4 ; *F. M.-M. c. Suisse* (CAT/C/46/D/399/2009), par. 6.5.

¹⁶ *R. S. A. N. c. Canada* (CAT/C/37/D/284/2006), par. 6.4 ; *H. E. M. c. Canada* (CAT/C/46/D/395/2009), par. 6.4.

souvenirs, n'avait que 21 ans, ne parlait pas anglais, n'était pas assisté d'un avocat et ne connaissait pas le système judiciaire australien, d'autant qu'un laps de temps considérable s'était écoulé depuis les événements et qu'il n'avait pas pu recueillir de nouveaux éléments de preuve pendant sa fuite.

12.5 Le Comité rappelle que l'appréciation des faits et des éléments de preuve dans une affaire donnée doit rester la prérogative des tribunaux des États parties à la Convention et ne lui appartient pas, sauf lorsqu'il peut être établi qu'elle a été manifestement arbitraire ou a constitué un déni de justice¹⁷. En l'espèce, le Comité note que les autorités de l'État partie ont estimé que le récit que le requérant avait fait de ses enlèvements contenait des contradictions de taille et qu'il y manquait certains détails importants, notamment concernant le nombre et les dates des enlèvements, le profil des agresseurs, notamment leurs intentions et leur motifs, ce que l'intéressé avait subi pendant qu'il était prisonnier, comment il s'était échappé ou avait été libéré et les raisons pour lesquelles il serait en danger à son retour. Le Comité note également que les autorités de l'État partie ont conclu que l'argument selon lequel le requérant avait été recherché par les autorités sri-lankaises était dénué de fondement et que l'intéressé ne faisait pas l'objet d'un mandat d'arrêt. Le Comité note en outre que, à la lecture des documents versés au dossier, il apparaît que l'Agence pour l'évaluation des demandes d'immigration a estimé que les éléments fournis ne suffisaient pas à démontrer que le requérant souffrait de problèmes de santé mentale. Le Comité constate que le requérant n'a pas fait valoir que cette conclusion était arbitraire ou manifestement déraisonnable ni expliqué pourquoi il devrait parvenir à des conclusions différentes de celles des autorités nationales au sujet des conséquences que son état de santé mentale aurait eues sur sa mémoire. Le Comité constate également que le requérant a bénéficié des services d'un interprète et que les références faites à ses représentants (voir par. 5.3) ne permettent pas de savoir dans quelle mesure il a bénéficié d'une représentation. Le Comité constate en outre que les arguments du requérant concernant l'âge qu'il avait au moment de l'entretien, sa méconnaissance du système judiciaire australien, le laps de temps écoulé depuis les faits, l'impossibilité de recueillir davantage de preuves en raison de sa fuite et la teneur des informations actualisées sur le pays ne permettent pas de conclure que l'appréciation des décideurs de l'État partie a été manifestement arbitraire ou a représenté un déni de justice. Par conséquent, le Comité estime que la communication ne démontre pas que les autorités de l'État partie ont fait preuve d'arbitraire ou ont commis un déni de justice lorsqu'elles ont apprécié les faits et les éléments de preuve relatifs au risque que le requérant courrait de subir un traitement contraire à la Convention s'il était renvoyé à Sri Lanka.

12.6 Le Comité rappelle que, pour qu'une communication soit recevable au regard de l'article 22 de la Convention et de l'article 113 b) de son règlement intérieur, elle ne doit pas être manifestement dénuée de fondement. Compte tenu de ce qui précède, et en l'absence d'autres informations pertinentes, le Comité conclut que le requérant n'a pas suffisamment étayé ses griefs aux fins de la recevabilité.

13. En conséquence, le Comité décide :

- a) Que la requête est irrecevable au regard de l'article 22 de la Convention et de l'article 113 b) de son règlement intérieur ;
- b) Que la présente décision sera communiquée au requérant et à l'État partie.

¹⁷ *G. K. c. Suisse* (CAT/C/30/D/219/2002), par. 6.12 ; *Z. S. c. Géorgie* (CAT/C/69/DR/915/2019), par. 7.4.